

---

**Francia. Forschungen zur westeuropäischen Geschichte**  
Herausgegeben vom Deutschen Historischen Institut Paris  
(Institut historique allemand)  
Band 18/3 (1991)

DOI: 10.11588/fr.1991.3.57034

---

Rechtshinweis

Bitte beachten Sie, dass das Digitalisat urheberrechtlich geschützt ist. Erlaubt ist aber das Lesen, das Ausdrucken des Textes, das Herunterladen, das Speichern der Daten auf einem eigenen Datenträger soweit die vorgenannten Handlungen ausschließlich zu privaten und nicht-kommerziellen Zwecken erfolgen. Eine darüber hinausgehende unerlaubte Verwendung, Reproduktion oder Weitergabe einzelner Inhalte oder Bilder können sowohl zivil- als auch strafrechtlich verfolgt werden.

französischen Besatzungszone, ihre Produktionsbedingungen, den Ausstoß an anorganischen und organischen Substanzen, die Durchführung des Reparationsprogramms und die wichtigsten Kontrollmaßnahmen der Besatzer (Kontrolle der Forschung, Transfer von Wissenschaftlern und Technikern nach Frankreich, das gegen französische Einwände wiedererrichtete deutsche Patentamt). In die anfänglich sehr restriktive französische Politik gegenüber der chemischen Industrie, die bekanntlich eine Hauptsäule der Kriegsindustrie der Hitler-Zeit bildete, mischte sich neben der Priorität der französischen Sicherheitspolitik bezeichnenderweise auch das Bestreben unerwünschte Konkurrenz auszuschalten. Das gelang den Franzosen auf Dauer wohl ebensowenig wie die rasche Ingangsetzung der chemischen Industrie oder das Aufspüren von außergewöhnlichen deutschen Produktionstechniken. Noch enttäuschender verliefen aus französischer Sicht die das französisch-deutsche Verhältnis stark belastenden Demontagen in der chemischen Industrie (33 Teil- und Volldemontagen). Dennoch betonten französische Geheimdienstberichte die loyale Zusammenarbeit zwischen französischer Betriebsleitung und leitenden deutschen Angestellten. Man sollte in diesem Zusammenhang noch ergänzend erwähnen, daß trotz Demontagen während dieser schwierigen Zeit auch hier und da Neugründungen von Chemie-Unternehmen erfolgten. 1946 gründete Boehringer/Ingelheim in Biberach/Riß die bedeutende Tochterfirma Dr. Karl Thomae GmbH. Abschließend sei den Herausgebern das Kompliment gemacht, daß sie gut beraten waren, die informations- und aufschlußreiche, im Urteil ausgewogene Untersuchung von Marie-France Ludmann-Obier in deutscher Übersetzung zu veröffentlichen.

Willi A. BOELCKE, Stuttgart

Vom Marshallplan zur EWG. Die Eingliederung der Bundesrepublik Deutschland in die westliche Welt, hg. von Ludolf HERBST, Werner BÜHRER und Hanno SOWADE, München (Oldenbourg) 1990, VI-646 p. (Quellen und Darstellungen zur Zeitgeschichte, 30).

Ce riche volume rassemble les communications présentées dans un colloque organisé en 1988 par le dynamique centre de Munich. Une trentaine d'auteurs, allemands et étrangers, ont scruté les archives désormais ouvertes des Etats occidentaux, collecté nombre de citations expressives (données dans la langue originale, en anglais ou en français s'il y a lieu) et entrepris »l'analyse génétique« de l'intégration de l'Allemagne au système de solidarité occidentale. Cette recherche complète utilement celle du groupe de liaison auprès des Communautés européennes, qu'anime Raymond Poidevin. Ici l'éclairage est concentré sur la République Fédérale, considérée à la fois de l'intérieur et de l'extérieur. Une ferme introduction dégage avec netteté l'apport original de ce »recueil de sources et de représentations«. Notons les axes principaux du bilan, en enregistrant les notations les plus significatives de chaque contribution.

Priorité est donnée à la politique économique, tout en l'insérant dans »l'interdépendance indissoluble des facteurs déterminants«. Christoph BUCHHEIM souligne le rôle décisif de l'Allemagne dans le rétablissement d'un réseau multilatéral d'échanges commerciaux; Martin FRITZ analyse en ce sens l'exemple de la Suède, Albert KERSTEN fait de même pour les Pays Bas, qui ne cachent pas par ailleurs un profond »manque de confiance dans l'avenir démocratique de la République Fédérale«. A l'OECE, montre Werner BÜHRER, Bonn se décide »à ne pas clopiner derrière le mouvement général de libération, mais plutôt à le devancer«. Gunter MAI et Reinhard NEEBE décrivent l'effort déployé pour rétablir le commerce avec l'Est; la contradiction latente Osthandel-Westbindung se résout par un compromis qui marque les limites de l'hégémonie des Etats-Unis. Au contraire le modèle américain inspire la législation antitrust, par le canal de l'industriel Otto Friedrich, dont Volker BERGHAIN a consulté les papiers personnels.

Beaucoup de contributions sont consacrées aux acteurs de cet ancrage à l'Ouest. Ludolf HERBST, ordonnateur de l'ensemble, nuance l'image courante du jeu d'Adenauer, en mettant l'accent sur les contraintes du Statut d'Occupation; Ulrich ENDERS confirme cette vue dans le cas de l'adhésion au Conseil de l'Europe. Wilfrid LOTH évoque la fascination du thème européen au lendemain de la guerre et Wolfgang BENZ en trouve même des traces chez Kurt Schumacher, l'adversaire intransigent du Chancelier. Les partenaires extérieurs ne sont pas ignorés. Hellmuth AUERBACH présente »le tournant européen de la politique française« en 1948, Raymond POIDEVIN l'action de Robert Schuman, Pierre GUILLEN le processus d'acceptation de la Bundeswehr, René GIRAULT la »mutation culturelle« que nécessite la réconciliation des ennemis héréditaires. Le rôle de la Grande-Bretagne est évoqué par Heather YASAMEE, dans un tableau complet, celui des Etats-Unis par Klaus SCHWABE, à propos du haut commissaire John McCloy, ami de Jean Monnet, celui des Etats du Benelux par Richard GRIFFITHS, lors de la négociation du plan Schuman.

Un troisième ensemble de textes considère les cadres institutionnels de l'intégration de la R.F.A. Peter FISCHER examine le destin mort-né du premier projet de communauté politique, Ulrich KLUGE les ébauches de »pool vert« agricole, à l'OECE comme parmi les Six, Michael ECKERT la négociation Euratom, freinée par le »nationalisme nucléaire« du ministre Franz Joseph Strauss. Surtout la question clef de la défense fait l'objet d'une attention particulière. Wolfgang KRIEGER s'attache aux plans stratégiques américains, avec des indications précieuses sur la ligne de communications qui traverse la France, Bert ZEEMAN à la Western Union, créée par le Pacte de Bruxelles. Klaus MAIER et Bruno THOSSE retracent avec précision les débats sur la CED et sur l'adoption d'un compromis en 1954. Mark CIOC suit le problème épineux de l'armement nucléaire: si la renonciation officielle est parfois remise en question, la population allemande est saisie d'angoisse devant la menace qu'implique pour elle la doctrine des représailles massives.

Dans une conclusion fort suggestive, Hans-Peter SCHWARZ insiste sur la stabilité qu'a assurée à l'Occident l'intégration de l'Allemagne. L'année 1955 lui semble décisive, en tant que »césure d'une époque«: repère légitime chez un auteur allemand, à condition d'y voir l'aboutissement d'un mouvement enclenché en 1947, sinon en 1945. Il s'agit d'un changement considérable, qui a constitué »un coup de maître« (Kunststück), une réussite de l'»art de l'homme d'Etat« (Staatskunst). La République Fédérale s'est fait admettre dans un réseau complexe de »clubs«, d'organismes économiques, politiques et même militaires, selon »une dialectique encore efficace aujourd'hui: d'une part libres possibilités d'épanouissement, d'autre part insertion déterminée afin de contenir prophylactiquement les effets négatifs de la turbulence allemande«. Elle a volontairement adopté un profil bas, Otto Friedrich recommandant »que nous ne nous présentions pas comme les »forts«, comme les »décidés«, comme les »donneurs de leçons«, mais comme ceux qui cherchent de l'aide et sont prêts à tout effort – si peu que cela puisse convenir à notre fierté« (p. 249). Avec le recul du temps, l'action menée naguère par Adenauer apparaît comme un succès à tous les auteurs et le ton général du livre est empreint d'une approbation optimiste, qui ne fera sans doute pas l'unanimité. Il a été écrit au moment où s'esquissait la remise en cause de l'ordre de Yalta; la réunification survenue depuis lors contre toute prévision réaliste fait ressortir davantage encore, en modifiant rétrospectivement l'éclairage du passé, combien fut capitale l'option occidentale prise à Bonn dans les années 50.

Pierre BARRAL, Montpellier